

SOCIALISME, COMMUNISME ET SYNDICALISME EN ALLEMAGNE DEPUIS 1875

INTRODUCTION

Le socialisme, le communisme et le syndicalisme désignent trois doctrines nées au XIXe siècle, au moment de l'apparition de la révolution industrielle et de la société capitaliste. Elles ont pour point commun de défendre les droits des ouvriers des usines contre les devoirs que leur imposent ceux qui les emploient : les bourgeois. Alors que le socialisme et le communisme sont deux mouvements politiques, l'un modéré, l'autre radical, qui ont pour but la prise du pouvoir, soit par l'élection (socialisme), soit par la révolution (communisme), le syndicalisme, dépourvu d'ambition politique, est un mouvement professionnel qui a pour but d'améliorer la condition sociale des ouvriers à l'intérieur des usines.

Quelle histoire le socialisme, le communisme et le syndicalisme ont-ils connu en Allemagne depuis 1875, année du congrès de Gotha où il voit le jour ?

Il y aura trois périodes importantes : entre 1875 et 1918, la naissance et la consolidation puis entre 1918 et 1945 pendant l'entre-deux guerres et enfin depuis 1945

I/ Entre 1875 et 1918 naissance et consolidation

Ce moment-là, l'Allemagne est un empire. C'est celui des Hohenzollern, appelé aussi IIe Reich, successivement dirigé par Guillaume Ier et Guillaume II. La période est marquée par la naissance puis l'enracinement du socialisme, du communisme et du syndicalisme.

Le IIe Reich, dirigé par un empereur conservateur, **Guillaume Ier (1871-1888)**, et un Chancelier autoritaire, **Otto von Bismarck (1871-1890)**, est peu sensible à la question ouvrière et au socialisme. En **1875, au Congrès de Gotha**, le socialisme voit le jour basé sur les idées de Marx mais en 1878, à l'initiative du Premier ministre allemand, est adoptée la « loi antisocialiste », aux termes de laquelle sont interdits pour la gauche : les partis, les syndicats, les journaux, les grèves et les manifestations. Mais très vite Bismarck comprend la nécessité du soutien des ouvriers **et fait voter d'importantes lois sociales de 1883 à 1889. Parmi elles : la création de l'assurance-maladie**, l'organisation d'un système de retraite ainsi que l'obligation faite aux patrons d'indemniser les accidents du travail. Cela ne suffit pas bien sûr à affaiblir le socialisme en faveur de l'empire.

Cependant, la gauche est désunie. Elle est divisée entre deux tendances : d'une part, la tendance réformiste et une tendance révolutionnaire. En 1875, néanmoins, lors du congrès de Gotha, les deux partis avaient fusionné, donnant naissance au SPD. L'unité du SPD, cependant n'est qu'apparente. Cette division éclate au grand jour pendant la Première Guerre mondiale : **tandis que le courant réformiste soutient l'effort de guerre, le courant révolutionnaire de Rosa Luxemburg se désolidarise**. Le SPD reste le plus puissant, étant aussi en contrôle des syndicats fondés en 1892.

En 1918, l'Allemagne est battue, humiliée par le « Diktat » et cela va avoir un profond impact sur la gauche allemande.

II/ Entre 1918 et 1945 : la difficile entre-deux-guerres

L'Allemagne fait l'expérience de deux régimes politiques successifs : d'une part, un régime démocratique entre 1918 et 1933, la République de Weimar, au sein duquel la gauche participe au pouvoir ; d'autre part, un régime totalitaire entre 1933 et 1945, le IIIe Reich, au sein duquel la gauche (comme la droite) est proscrite.

La République de Weimar, ainsi surnommée parce que sa Constitution fut adoptée dans la ville de Weimar, a fait naître la haine et l'espoir : **haine des partis d'extrême droite**, d'abord, qui imputent à la République le poids de la défaite (1918) et, plus tard, celui de la signature du traité de Versailles (1919) ; **espoir des partis d'extrême gauche**, ensuite, qui, inspirés par la révolution bolchevique d'octobre 1917, comptent bien profiter de la fragilité du régime pour le renverser. **En 1919, les socialistes les plus radicaux créent le KPD (parti communiste)** fondé par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg et déclenchent une insurrection contre la jeune démocratie. **Friedrich Ebert, Chancelier, puis bientôt Président (1919-1925), ordonne la répression** du mouvement spartakiste, qui s'achève par l'assassinat de ses deux leaders, Liebknecht et Luxemburg. La République de Weimar, conjointement pilotée par le SPD et l'ADGB (1919-1925), permet néanmoins l'adoption d'une législation sociale destinée à mieux protéger les ouvriers. **Parmi les principales mesures, outre le droit de vote reconnu aux**

femmes dès 1919, figurent notamment : l'inscription du syndicalisme dans la Constitution, la journée de 8h, la création de l'assurance-chômage ainsi que la construction de nombreux logements sociaux.

Mais, en 1932, alors que l'Allemagne compte plus de 6 millions de chômeurs et 30 % d'inactifs, les avancées sociales permises par le SPD sont peu de chose. Le SPD, malgré ses efforts, est rendu responsable par les électeurs allemands de la situation de désespoir dans laquelle est plongé le pays depuis le début des années 1930. En 1932, le parti nazi, avantagé par la division de la gauche, remporte les élections et, en 1933, accède au pouvoir. La démocratie cède alors le pas à la dictature.

Le IIIe Reich, dirigé par Adolf Hitler, chancelier le 30 janvier 1933, constitue le symbole même de la dictature totalitaire enfantée par le XXe siècle. Le régime nazi est ouvertement antidémocratique : la liberté d'expression est censurée, les élections sont supprimées, les partis politiques sont interdits, les organisations syndicales sont dissoutes, tandis que les manifestations et autres grèves sont formellement proscrites. C'est dans cette perspective de réduire au silence un pays habitué à débattre que les nazis incendient l'Assemblée nationale (Reichstag) le 27 février 1933 et qu'ils ouvrent les premiers camps de concentration dès le mois de mars suivant, dont celui de Dachau, originellement réservé aux ennemis politiques que sont les communistes, les socialistes ou encore les syndicalistes, systématiquement internés quand ils n'ont pas trouvé refuge dans l'exil.

Pendant la dictature nazie, les avancées sociales sont inexistantes. En 1945, cependant, après la défaite et l'horreur du nazisme, l'histoire du mouvement ouvrier allemand reprend son cours.

III/ De 1945 à nos jours,

L'Allemagne connaît deux périodes : d'une part, la Guerre froide où l'Allemagne est divisée et d'autre part, l'après-guerre froide avec la réunification.

Au cours de la Guerre froide l'Allemagne, depuis 1949, est divisée en deux : d'un côté, la RFA, une démocratie libérale alliée aux Etats-Unis, à l'intérieur de laquelle le SPD, après avoir fait interdire le KPD en 1956, s'efforce de faire prévaloir son modèle social-démocrate ; d'un autre côté, la RDA, une dictature totalitaire alliée à l'URSS, à l'intérieur de laquelle le SED, nouveau nom du KPD, seul parti politique autorisé, impose son modèle communiste. En RFA, le SPD, ne parvient pas à participer au pouvoir avant 1969. En 1959, cependant, lors du congrès de Bad Godesberg, le SPD, désireux de conjurer le spectre de la défaite, rompt officiellement avec l'idéologie marxiste de la lutte des classes et la notion de « parti ouvrier », lui préférant désormais une vision modernisée, celle de la social-démocratie, fondée sur la cogestion et l'acceptation de l'économie sociale de marché. De fait, entre 1969 et 1982, deux leaders du SPD accèdent successivement à la Chancellerie : d'abord, Willy Brandt, entre 1969 et 1974 ; puis, Helmut Schmidt, entre 1974 et 1982. Ces treize années constituent l'âge d'or du progrès social en Allemagne. A ce moment-là, l'ADGB prend de nombreuses mesures telles que l'augmentation des salaires, la diminution du temps de travail.

En RDA, le SED, nouveau nom du parti communiste, est le seul maître du pays. En apparence, la RDA est une démocratie populaire, faite par et pour des ouvriers. En réalité, il s'agit d'une dictature stalinienne qui constitue le symbole même de l'échec du communisme : le droit de grève est interdit ; les rares manifestations sont réprimées avec une grande violence ; le seul syndicat autorisé, la FDGB, détournée de son but initial, vise moins à défendre les droits des travailleurs qu'à stimuler leur productivité ainsi qu'à éviter les revendications salariales. Il y aura deux grands leaders : Walter Ulbricht, entre 1950 et 1971, puis Erich Honecker, entre 1971 et 1989

En 1990, pourtant, l'Allemagne a beau être réunifiée, la gauche allemande n'en reste pas moins divisée entre : d'un côté, les communistes du PDS, nouveau nom du SED ; et, de l'autre, les sociaux-démocrates du SPD. Il faut, toutefois, attendre 1998 pour que le SPD, dans l'opposition depuis 1982, recouvre le pouvoir. Gerhard Schröder, nouveau leader du SPD, accède à la Chancellerie jusqu'en 2005. Mais, depuis 2002, Schröder, réélu sur un programme de « nouveau centre », explicitement favorable au libéralisme, fait naître le mécontentement au sein d'une partie de la gauche. C'est pourquoi il perd les élections de 2005 au bénéfice de son adversaire de la CDU, Angela Merkel, qui s'empresse néanmoins de saluer sa politique économique. A la gauche de la gauche, en revanche, outre Les Verts, un nouveau parti politique Die Linke (La Gauche). Mzené par Oskar Lafontaine, un ancien dirigeant du SPD.

Depuis 1875, et le congrès de Gotha, année de naissance en Allemagne d'un mouvement social unifié, l'histoire du socialisme, du communisme et du syndicalisme n'a donc pas été un long fleuve tranquille puisque les divisions sont apparues très tôt en perdurent encore aujourd'hui.

Cette division historique du mouvement social, entre une aile réformiste et une aile révolutionnaire, a-t-elle été bénéfique ou nuisible à la question ouvrière ? L'unité de la gauche n'aurait-elle pas eu pour effet d'offrir aux ouvriers allemands une meilleure protection sociale ?